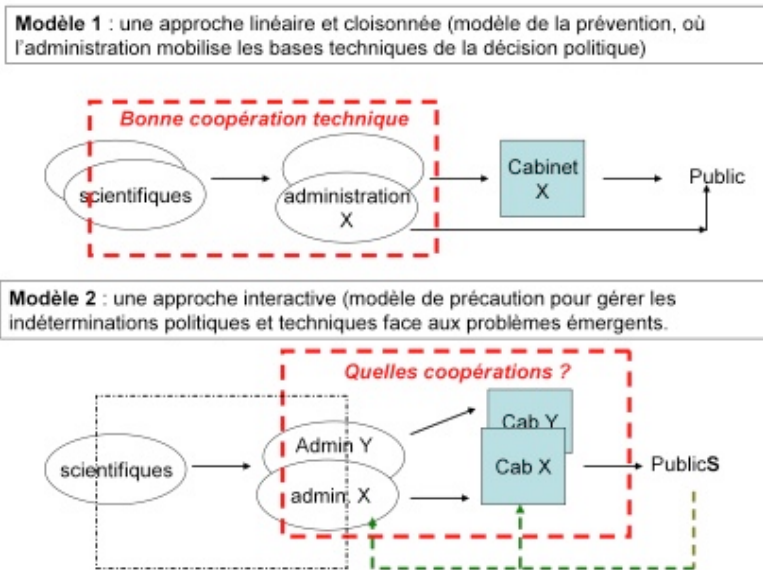


Question 1 du deuxième tour

Vous avez dit « interaction » ?

Le premier tour de notre enquête a associé un nombre équivalent de membres de l'administration et de chercheurs (universitaires ou associés à des centres de recherche). La grande majorité d'entre eux possède une formation technique. Pour disposer de données scientifiques, les fonctionnaires travaillent en collaboration avec des instituts publics de recherche, des universités ou d'autres départements de l'administration. Les rapports des fonctionnaires sont rédigés tantôt à usage interne, tantôt pour le public, et certains à destination des cabinets. Le modèle qui semble se dessiner est le **modèle de la prévention**.



Une bonne coopération technique entre des acteurs de formation scientifique (chercheurs et *policymakers*) mène à un état des lieux sur la qualité de l'air, ainsi qu'à une série de propositions pour diminuer les concentrations de particules fines. Cet ensemble de données est ensuite transféré au cabinet appartenant à un **domaine politique précis**. Le cabinet retiendra certaines propositions et d'autres non. Le public est informé et sensibilisé : il joue un rôle plutôt passif.

Dans le modèle interactif, une bonne coopération technique entre des acteurs de formation scientifique (chercheurs et *policymakers*) mène à un état des lieux sur la qualité de l'air. Cet ensemble de données fait ensuite l'objet d'une délibération entre administrations et cabinets de **différents domaines politiques**. Cette phase de concertation porte sur des enjeux sociaux et des politiques liés à une problématique **transversale**, dans le but de proposer des mesures pour diminuer les concentrations des particules. Le citoyen participe suivant des procédures précises : il joue un **rôle actif** en tant qu'expert « du quotidien ».

- Selon vous, lequel des deux modèles correspond à votre réalité ?
- Pouvez-vous commenter les qualités et défauts des deux modèles ? Lequel préférez-vous ?

[adminimportant](#) [gplanair](#) [hegemonieiw](#) [lobby](#) [mlabsenceretour](#) [mlgaindetemps](#) [miinfluencedirecte](#) [miliberte](#) [mltraductionscienceadmin](#) [m2cmtparticiper](#) [m2deficitmodel](#) [m2emergent](#)
[m2interactionscomplexes](#) [m2particippublic](#) [m2pasoperationnel](#) [m2plusscientifique](#) [m2realiteterrain](#) [m2resultats](#) [m2retour](#) [m2risquesemergents](#) [modelectoral](#) [modele1](#) [modele2](#)
[modeleccarricature](#) [nimby](#) [politiquesparallelesm2](#) [preferencem2](#) [proceduresvalides](#) [rolecabinets](#) [sciencefaisabilite](#)

Question 2 du deuxième tour

Vous avez dit « vision politique » ?

D'après les répondants, les plans régionaux (Stofplan, plan Air-Climat, plan fédéral, plan bruxellois) démontrent une bonne analyse de la situation: les acteurs de l'administration ne se plaignent pas d'un manque d'information. La majorité des répondants soulignent toutefois l'absence d'une réelle logique d'action politique dans ces plans : il n'y a pas d'**objectifs opérationnels pour atteindre les normes européennes (normes que personne ne conteste) ; ni des priorités d'action, ni des moyens spécifiques et efficaces dégagés.**

Cela peut résulter d'un manque de volonté politique face à des mesures pour la plupart impopulaires. Les répondants insistent sur le frein résultant d'une mauvaise coordination entre et au sein des régions du pays. Plus particulièrement, les répondants néerlandophones soulignent des difficultés de coordination dues à la multiplicité des acteurs en Région flamande. **La question posée devient alors : Comment traduire la connaissance en action ? Comment produire des options politiques ?**

Extraits du premier tour :

- *« Je pense qu'il n'existe pas une vision à long terme en ce qui concerne la qualité de l'air à laquelle adhère le gouvernement Wallon. Malgré le plan Air-Climat, où l'on montre une connaissance avérée de la situation et des enjeux, des objectifs clairs et les actions pour y parvenir, force est de constater que soit les ambitions sont trop modestes, soit les actions mises en oeuvre sont insuffisantes pour atteindre l'objectif fixé. »*
- *« Il y a clairement un manque de vision globale sur cette thématique. Le plan wallon Air-Climat manque particulièrement d'objectifs à long terme, ainsi que d'un plan d'action précis pour y parvenir (qui est compétent pour les mesures, quel est le groupe cible, quel est le planning, les indicateurs d'évaluation et quels sont les moyens prévus). »*
- *« Je pense que la Wallonie a une vision à long terme sur la politique de la qualité de l'air et qu'elle vise à s'aligner sur les directives européennes en la matière. Son action s'intègre dans le cadre de la législation internationale et en particulier européenne. »*

Comment vous situez-vous par rapport à ces citations ?

Comment réagissez vous à notre analyse : La question posée devient alors : « Comment traduire la connaissance en action ? Comment produire des options politiques ? »

[actionpart](#) [besoincontraintes](#) [cadrepourcoherence](#) [coherenceacteurs](#) [distributionobjectifs](#) [importanceeurope](#) [interetgeneral](#) [leadershipnational](#) [manqueaction](#)
[manqueresponsabilitepol](#) [manquesavoirfaire](#) [manquevision](#) [manquevolpol](#) [moyensfinanciers](#) [planmalcommunique](#) [planmodesteapplicable](#) [polmarchander](#)
[publiclevier](#) [sensibilisation](#) [tradactiontemps](#) [tradeoffcomplexe](#) [transparence](#) [urbanismepasair](#) [VISION](#)

Question 3 du deuxième tour : Vous avez dit « mesures impopulaires » ?

Les résultats du premier tour suggèrent que :

1. *Les mesures à prendre pour réduire la pollution par les particules fines sont qualifiées d'**impopulaires** car leur application oblige les habitants à changer de mode de vie.*
2. *Les répondants sont majoritairement **réservés quant à la participation** des habitants ou de leur porte-parole à l'élaboration des mesures. Les citoyens « ordinaires » se soucieraient moins de l'intérêt général que de leurs intérêts individuels (phénomène NIMBY).*

- *Extrait : « (Concernant la participation citoyenne) Personnellement je crois qu'il faut tenir compte de l'avis de gens compétents (chercheurs) et se méfier de celui de « M. Tout le Monde » ou de certains politiciens qui n'ont pas une vue globale ni à longue échéance ».*
- *Extrait : « (Il faut exclure la participation des citoyens) concernant les mesures impopulaires (comme les taxes). C'est le rôle du politicien de garder l'intérêt de la société à l'esprit. Le citoyen n'en est pas capable. Les citoyens ont plutôt un rôle d'incitant, les politiciens ne bougent que s'ils sont mobilisés par les citoyens. »*

La recherche évaluative des politiques publiques montre effectivement que le changement de mode de vie se heurte le plus souvent à une très forte résistance. Dans le contexte de la politique de la pollution de l'air, il faudrait convaincre les habitants de la nécessité du changement en les alignant à la fois sur les **objectifs** à atteindre en termes de réduction de la pollution de l'air et sur les **mesures** proposées à cet effet.

Le degré d'acceptation de mesures a priori impopulaires repose sur leur **double légitimité technique et sociale**.

Cette légitimité des mesures (donc des décisions) dépend de la réalisation d'un certain nombre de conditions :

- la **compréhension** par les personnes concernées de la décision qui est prise (*communication*)
- la **conviction** dans le chef des personnes concernées que la décision prise est techniquement pertinente (*légitimité technique*)
- ...et que la décision prise est conforme à l'**intérêt général** (*prise en compte de la légitimité des objectifs*)
- ...et que cette décision est en même temps compatible avec son **intérêt particulier** (*prise en compte du pluralisme social et de son impact sur l'équité des mesures pour les individus*)
- ...et que les concernées seront capables (*ressources matérielles et immatérielles*) de **se plier** à la décision.

Avez-vous un critère à ajouter ou à éliminer ? Voulez-vous commenter un ou des critères ?

[attentesacteurslocaux](#) [communicationpouracceptation](#) [critereuedequite](#) [critereprojetdesociete](#) [critereressources](#) [criterespertinents](#) [criterestrop](#)
[diagnosticdomiciletravail](#) [ecolobobo](#) [equiteresponsabilite](#) [interetgeneral](#) [modevie](#) [nimby](#) [publicsensibilise](#) [reconnaissancevolontepublique](#)
[relationindividucommunaute](#) [rolesocietecivile](#)

Question 4 du deuxième tour Et si on parlait de participation ?

Pour arriver à un degré d'acceptation de mesures a priori impopulaires on pourrait imaginer une méthode telle que l'**atelier-scénario**. Il s'agit d'une variante des panels de citoyens alliant les démarches prospective et délibérative (Andersen I, Jaeger B, 1999, Danish participatory models. Scenario workshops and consensus conferences: towards more democratic decision-making, Science and Public Policy, 26 (5), 1999, p. 331–340).

Dans un premier temps, quatre groupes d'acteurs – citoyens ordinaires, experts, fonctionnaires, décideurs publics et représentants des parties prenantes (entreprises par exemple) – sont réunis pour une session de brainstorming pour analyser deux à quatre scénarios. Ils établissent des priorités et des zones de consensus.

Dans un second temps, les participants travaillent ensemble à l'élaboration du plan d'action. L'objectif est d'engager les participants dans une première réflexion critique puis de les faire passer du stade de l'attitude critique à celui d'action constructive.

La composition des ateliers est un aspect important: les acteurs qui se définissent comme concernés et hétérogènes sont tous des « experts » (certains parlent même « d'experts locaux » et de « savoir d'usage ») puisque en tant qu'acteurs concernés, ils connaissent les possibilités, barrières et limites à un changement. Le changement dépend d'eux, de leur action, maintenant et dans l'avenir.

- **Avez-vous fait une expérience d'un outil délibératif de ce genre ?**
- **À votre avis, le recours à un atelier-scénario apporterait-il un plus, rendant les mesures plus efficaces et plus légitimes ? Ou au contraire, considérez-vous qu'il s'agit d'une perte de temps, d'argent, d'énergie... ?**
- **Avez-vous une autre idée d'outil pour élaborer des mesures techniquement et socialement acceptables ? Ou un commentaire ?**

[ateliercitoyen](#) [ateliercommunal](#) [atelierconsensus](#) [atelierequite](#) [atelierpasvalorisant](#) [atelierpertinent](#) [atelierrecruter](#) [attentionmedia](#) [bernarddecleve](#) [ccatm](#)
[couragepolitique](#) [executionstopcommunication](#) [experienceatelier](#) [grenelle](#) [modifchaineactmenages](#) [pasdexperienceatelier](#) [printempsenvironnement](#)
[roleassociations](#) [werkgroepdialoog](#)

Question 5 du deuxième tour: Et si on disait « transversalité » ?

« Comment traduire la connaissance en action, comment produire des options politiques » ? Est-il possible de prévoir des procédures qui favorisent la production d'options politiques innovantes ? ...et qui encourageraient la coordination et les approches transversales ?

L'analyse des mesures présentées dans les plans d'action montre que les problèmes rencontrés dans le domaine de la politique de la qualité de l'air sont pour la plupart transversaux : les questions sont liées à la santé et l'environnement, la mobilité, l'aménagement du territoire, la fiscalité,... Imaginons une mesure de type fiscale (par exemple, la taxe au kilomètre). Elle ne peut être envisagée qu'en coopération, par une approche multiacteurs.

Dans certains domaines autres que la qualité de l'air, on a vu se mettre place des Groupes de Travail (GT) entre administrations, disposant d'une lettre de mission signée par les ministres en charge : le NEHAP (National Environment and Health Action Plan) en est un exemple. De tels Groupes de Travail ont le mérite de permettre une approche conjointe des problématiques, une confrontation des référentiels des administrations impliquées et un changement de cadrage. Pour promouvoir une approche créative, ces GT devraient être transversaux et associer fonctionnaires et décideurs de différents domaines politiques et de différents niveaux de pouvoir. Pour être efficaces, ces GT devraient bénéficier d'une structure de leadership à la fois politique et administrative.

Nous vous demandons de qualifier ce genre de dynamique par GT suivant une logique d'analyse SWOT : comment caractériser une telle **approche transversale multi-acteurs** en termes de :

- Forces internes ?
- Faiblesses intrinsèques ?
- Opportunités ?
- Menaces ?

Autant que possible, nous vous demandons de vous baser sur une expérience personnelle pour illustrer vos arguments.

[expériencetransversalite](#) [faiblecomposition](#) [faiblecumulroles](#) [faibleeffectifs](#) [faibleinformel](#) [faibleleadershiptemps](#) [faiblemanqueterrain](#) [faibleplethorepouvoirs](#)

[faiblereconnaissancetemps](#) [faibletemps](#) [faibleturnover](#) [faibleupstream](#) [faibleusinegaz](#) [forcecomplementarite](#) [forceconnaissance](#) [forceconsensus](#)

[forcemultiexpertises](#) [forcepointdevue](#) [forcepriorites](#) [forcereresponsibilisation](#) [forcerichesse](#) [forcetransversale](#) [leadershippolitique](#) [menacebudget](#) [menaceconsensusmou](#) [menaceinformel](#) [menaceministres](#) [menacepascoordination](#) [menacepertesoutien](#) [menacetechnicisation](#) [nehap](#) [oportagenda](#) [oportcoherence](#) [oportcoordination](#) [oportdistributiontaches](#) [oportteurope](#) [oportleadership](#) [opportsocietecivile](#) [oporttransversalite](#) [pasdexpériencetransversalite](#) [printempsenvironnement](#) [publiclevier](#) [transversalitedecoule](#) [transversalitetypebelge](#) [volontepolitique](#)

Question 6 du deuxième tour : Feedback du premier tour de l'enquête en ligne Mesydel

Les répondants du premier tour de notre enquête en ligne étaient pour moitié des scientifiques et experts et pour moitié des membres d'administrations (santé, environnement, mobilité, recherche). Nous avons aussi obtenu quelques réponses de personnes appartenant au secteur associatif, des médias, ou d'industriels. Les réponses confirment que les structures de gestion de la problématique de la pollution de l'air sont très différentes en Flandre et en Wallonie, ce qui justifie l'approche différenciée que nous avons utilisée lors de notre enquête Mesydel.

En Flandre, un réseau interdisciplinaire entre scientifiques et gestionnaires politiques semble s'être mis en place comme en témoigne la coopération entre les centres de recherche et l'administration, tels que LNE, IRCEL, VMM, VITO et les universités. Il faut aussi souligner l'importance du Steunpunt Milieu & Gezondheid qui finance des recherches appliquées sur les questions santé et environnement dans une approche coordonnée réunissant des responsables de trois domaines politiques. Les néerlandophones semblent aussi fonctionner en réseau avec des instances dans le domaine médical (médecins vigies).

Du côté francophone, les intervenants soulignent l'importance de Belspo et de IRCEL/CELINE Ils connaissent aussi l'ISSEP et coopèrent avec les deux agences AWAC et IBGE. L'instance la plus connue au Nord et au Sud du pays est CELINE/IRCEL. Si les répondants francophones déclarent connaître les instances flamandes (par exemple, VMM/Mira), l'inverse n'a pas été constaté.

Les sources principales d'information citées au Nord sont MIRA/VMM ainsi que les sources européennes, le VITO et CELINE/IRCEL. Les ressources européennes et internationales (OMS) sont les plus citées au Sud (le Tableau de Bord de l'Environnement n'est pas cité).

Les répondants insistent sur la question de la coopération : elle est très importante pour aborder cette problématique, car elle permettrait de prendre de meilleures décisions, d'assurer la cohérence des actions ainsi que de mieux communiquer avec les responsables politiques et le public au sens large, ce qui est indispensable pour améliorer la visibilité de la problématique. On mentionne aussi l'importance de la collaboration interrégionale dont témoigne le réseau CELINE/IRCEL qui dispose d'une très bonne notoriété.

Les répondants francophones (bruxellois et wallons confondus) insistent sur la mauvaise coordination entre les régions du pays. Le niveau européen a joué un rôle moteur dans la problématique et aujourd'hui encore, sert d'aiguillon pour imposer des normes strictes aux responsables régionaux.

Du côté néerlandophone, de nombreux répondants mentionnent une mauvaise coordination politique au sein même de la région, ainsi que la mauvaise coordination entre instances fédérales et régionales. Certains répondants regrettent la multiplication des acteurs qui rend difficile une approche coordonnée, ne fût-ce qu'au niveau de la région.

Dans les deux régions, plusieurs répondants plaident pour une plus grande coordination au niveau régional et certains appellent à une fédéralisation de cette politique.

Enfin, l'ensemble des répondants affirment que les plans régionaux, certains citent aussi le plan fédéral, démontrent une bonne analyse de la situation : les acteurs de l'administration ne se plaignent pas d'un manque d'information. Mais plusieurs soulignent les difficultés pour traduire ces informations en actions politiques concrètes rencontrées dans ce domaine politique sensible.

Question 1 du 1er tour :

1. Ces dix dernières années, l'Europe a imposé un nombre important de contraintes aux pays membres afin de lutter contre la pollution par les particules fines (PM10, PM2.5).

1. Pensez-vous qu'il existe une **vision à long terme** en ce qui concerne la politique de la qualité de l'air en Wallonie pour diminuer les concentrations de particules fines ?
2. Selon vous, dans la **politique actuelle** de la qualité de l'air en Wallonie, quelles sont les **priorités d'action** ?

[acceptabilite](#) [deresponsibilisation](#) [educpublic](#) [impinternational](#) [importanceeurope](#) [lacunebatiment](#) [lacuneindustrie](#) [lacunemodevie](#) [lacunetransport](#) [macroeconomie](#)
[manqueaction](#) [manquevision](#) [manquevolontepol](#) [manquevolpol](#) [priorbatiments](#) [priorchauffage](#) [priorconsom](#) [priordiffuse](#) [priorindustrie](#) [priorinfo](#)
[priormeting](#) [priornec](#) [priorplafonds](#) [priorsensi](#) [priortrafic](#) [priortransport](#) [priorvilles](#) [vision](#)

Question 2 du premier tour

De nombreuses organisations et institutions sont potentiellement parties prenantes d'une politique de la qualité de l'air.

1. Dans votre fonction actuelle, avec **quelles entités** entretenez-vous des contacts en ce qui concerne le domaine de la qualité de l'air ?

(Quelques exemples : d'autres services de votre organisation, des institutions publiques ou administrations publiques, des centres de recherche, des universités, des ONG, des associations, des bureaux ou entreprises privés.)

Veillez préciser lesquelles, ainsi que les thèmes qui font l'objet de ces contacts.

2. Trouvez-vous qu'il est important d'**entretenir** ces contacts ? Pourquoi ?

[netactionnecessaire](#) [netadmin](#) [netadmintransport](#) [netawac](#) [netbbl](#) [netbelspo](#) [netccim](#) [netchercheurs](#) [netchercheursmob](#) [netcoherence](#) [netdecision](#) [neteconotec](#) [neteea](#) [netengagement](#)
[neteurope](#) [netfrance](#) [netibam](#) [netibge](#) [netiew](#) [netinfo](#) [netintegration](#) [netinternat](#) [netinterne](#) [netircel](#) [netirm](#) [netissep](#) [netlne](#) [netmed](#) [netobge](#) [netoms](#) [netong](#) [netonu](#) [netprivé](#)
[netregions](#) [netspfenv](#) [netspfsante](#) [netuniv](#) [netvito](#) [netvmm](#) [nontransversalite](#)

Question 3 du premier tour

Formellement, la politique de la qualité de l'air est construite à l'aide de plusieurs acteurs et organisations :

1. CELINE/IRCEL
2. AWAC (Agence wallonne de l'air et du climat)
3. ISSEP (Institut scientifique de service publique)
4. SPW/DGO3
5. VMM (Vlaamse Milieumaatschappij)
6. MIRA (Milieurapport Vlaanderen)
7. LNE (Departement Leefmilieu, Nature, Energie)
8. CIE (Conférence Interministérielle pour l'environnement)
9. CCPIE (Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement)
10. Commission nationale Climat
11. SPP Politique scientifique
12. SPF Environnement
13. Agence flamande Soins et Santé (Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid)
14. Cabinet Ministériel
15. Steunpunten milieu and gezondheid
16. Medische milieukundigen
17. Autres ?

Veillez indiquer le **rôle** joué, selon vous, par chacun des acteurs que vous connaissez.

[awac](#) [belspo](#) [cab](#) [ccim](#) [cie](#) [ibge](#) [icl](#) [iew](#) [ircel](#) [isp](#) [issep](#) [klim](#) [lne](#) [med](#) [mira](#) [nis](#) [province](#) [rolesflous](#) [sami](#) [smg](#) [spfeconom](#) [spfenv](#) [spffinances](#)
[spw](#) [vazg](#) [vmm](#)

Question 4 du premier tour

De nombreuses organisations et administrations produisent des informations sur les particules fines et la qualité de l'air.

(Quelques exemples : des centres de recherche, l'OMS, l'Union Européenne, des services publics.)

Veillez préciser les **sources** que vous utilisez dans la pratique, ainsi que le **type d'information** (par exemple : rapports internationaux ou régionaux, données, modèles, etc.) fourni par chaque source. Merci de commenter brièvement votre réponse.

Question 5 du premier tour

Pouvez-vous préciser **par qui** les informations (rapports, données, modèles, etc.) que vous produisez sont utilisées et **pourquoi** ?

[awac](#) [belspo](#) [cab](#) [ccim](#) [cie](#) [ibge](#) [icl](#) [iew](#) [ircel](#) [isp](#) [issep](#) [klim](#) [lne](#) [med](#) [mira](#) [nis](#) [province](#) [rolesflous](#) [sami](#) [smg](#) [spfeconom](#) [spfenv](#) [spffinances](#)
[spw](#) [vazg](#) [vmm](#)
[infoadmin](#) [infochercheurs](#) [infoeea](#) [infoeb](#) [infoeu](#) [infoeurope](#) [infofed](#) [infofiec](#) [infoibge](#) [infoiph](#) [infoircel](#) [infoisep](#) [infofoklim](#) [infomesures](#) [infomodeles](#) [infonet](#)
[infonis](#) [infooms](#) [infoong](#) [infoonu](#) [infofreg](#) [infofrevues](#) [infotbe](#) [infouniv](#)
[impointernational](#) [modelepoubelle](#) [taradmin](#) [tarcab](#) [tarchercheurs](#) [tarcitoyen](#) [tarcommunes](#) [tareurope](#) [tarfedentreprises](#) [targouvfed](#) [tarinterne](#) [tarlobbyenv](#) [tarprive](#)
[tarpublic](#) [tarregions](#) [tarrevues](#) [tarstakeholders](#)

Question 6 du premier tour

Dans de nombreuses politiques, on accorde de plus en plus d'attention aux demandes des citoyens, tantôt dans l'élaboration de la politique, tantôt dans la mise en œuvre de la politique.

1. Quel rôle accordez-vous aux citoyens dans **l'élaboration** de la politique de la qualité de l'air ?
2. Quel rôle accordez-vous aux citoyens dans **la mise en œuvre** de la politique de la qualité de l'air ?
3. Pensez-vous que la participation des citoyens doit parfois être **exclue** ? Si oui, veuillez préciser dans quelles situations.

Question 7 du premier tour

Actuellement, il y a une distribution des responsabilités dans la matière de la qualité de l'air entre l'Europe, le niveau interrégional en Belgique, les régions et le niveau local.

- Pensez-vous que la situation est satisfaisante ?
- Faut-il augmenter ou diminuer l'implication d'un de ces niveaux ?
- Que pensez-vous de la coordination entre ces niveaux ?

Veillez commenter votre position pour chaque niveau.

[comciblee](#) [conflitdinteret](#) [courterme](#) [deficitmode!](#) [educpublic](#) [implemsensi](#) [infoflan](#) [manquevision](#) [modevie](#) [nimby](#) [nontransfrontiere](#) [participexpert](#)
[participimplem](#) [participplan](#) [participstakeholders](#) [pasdexclusion](#) [perception](#) [prevention](#) [publiclevier](#) [referendum](#)
[airsansfrontiere](#) [airsansfrontieresadmin](#) [coordinok](#) [deresponsibilisation](#) [dispersion](#) [federalisation](#) [gestioncomplexe](#) [homogénéisationmesures](#) [impoinernational](#)
[importanceeurope](#) [manquelegitimite](#) [mauvaisecoordinationeurope](#) [mauvaisecoordinationfedreg](#)
[mauvaisecoordinationregions](#) [pressionlobbys](#) [realitescientifique](#) [retardsregionalisation](#) [subsidiarite](#) [uniformpol](#)